

Banlieue, l'état d'urgence demeure

Article paru dans l'édition du 28.10.08

Trois ans après les émeutes urbaines de l'automne 2005, la situation des quartiers populaires de banlieue ne s'est pas améliorée. Malgré les nombreuses annonces des gouvernements Villepin et Fillon, malgré les réflexions engagées sur la question des ghettos et des discriminations, la plupart des indicateurs restent au rouge. Qu'il s'agisse de chômage, de logement, d'enclavement, d'éducation ou de sécurité, les quartiers sensibles continuent de cumuler les mêmes difficultés. Et tout laisse supposer que la crise économique risque de toucher, en premier lieu, ces territoires où se concentrent les emplois les plus précaires, les plus fragiles.

Au-delà de la conjoncture, plusieurs facteurs, structurels, se conjuguent pour laisser craindre une nouvelle détérioration du tissu social. Au niveau sécuritaire d'abord. Les forces de l'ordre constatent que le niveau de tension n'a jamais réellement diminué depuis la crise de 2005. La France n'a certes pas connu d'émeutes comparables - 10 000 véhicules incendiés, 230 bâtiments dégradés, 200 millions d'euros de dégâts en trois semaines -, mais les quartiers sont secoués, presque tous les jours, par des poussées de violence, de la voiture incendiée au « caillassage » de policiers. Cinq émeutes qualifiées de « graves » ont eu lieu depuis octobre 2007 (Saint-Dizier, Villiers-le-Bel, Grigny, Vitry-le-François, Romans-sur-Isère). Pour le seul département de la Seine-Saint-Denis, la police fait état de 185 fonctionnaires blessés, sur un effectif de 3 500 hommes, depuis le début de l'année.

L'inquiétude réside moins aujourd'hui dans la répétition du scénario de 2005 que dans une radicalisation des actions. Le spectre d'un mouvement global, comme en 2005, semble en effet peu probable. D'abord parce qu'à l'époque il avait fallu une conjonction exceptionnelle d'événements pour rendre possible la propagation des incidents (mort de deux jeunes poursuivis par la police ; grenade lacrymogène semant la panique dans une mosquée ; déclarations de Nicolas Sarkozy sur la « racaille » et le « Kärcher »). Ensuite, parce que le ministère de l'intérieur a mis en place de véritables forces d'élite capables d'empêcher les velléités émeutières des jeunes - sans anticiper toutefois les effets pervers de ce qui est perçu comme une « militarisation » (hélicoptères, drones, balles de caoutchouc, etc.). Enfin, parce que le monde des quartiers reste profondément divisé, comme le montrent, tous les jours ou presque, les affrontements entre bandes.

Les craintes portent sur l'aggravation continue des violences avec, désormais, un recours plus fréquent aux armes à feu. A plusieurs reprises, des coups de feu ont été tirés contre les forces de l'ordre, blessant plusieurs dizaines de fonctionnaires, notamment à Villiers-le-Bel, Grigny ou Romans-sur-Isère. En sens inverse, les forces de l'ordre sont passées, au moins une fois, à côté de la catastrophe : à Grigny, en mai 2007, les policiers ont tiré de sept à neuf balles réelles contre des émeutiers. Ces tirs n'ont fait qu'un blessé léger. Mais tous les acteurs s'alarment des conséquences que provoquerait un décès parmi les émeutiers ou les policiers au cours d'affrontements.

Le second facteur structurel tient à l'aggravation de la coupure entre l'opinion et les jeunes de banlieue. Dans les mois qui ont suivi la crise de 2005, le discours des « émeutiers » l'avait emporté en replaçant au cœur des débats publics les questions de discrimination, de désenclavement, d'emploi, de logement. Les condamnations des violences s'accompagnaient alors de propositions traduisant la prise de conscience de la société quant à l'existence de véritables ghettos. Mais cette lecture compréhensive n'a pas duré. L'indignation provoquée par les incendies de bus lors du premier anniversaire des émeutes (octobre 2006), par les incidents de la gare du Nord (mars 2007), puis par les deux nuits de violences à Villiers-le-Bel (novembre 2007), a renforcé l'image désastreuse des émeutiers, et avec eux celle de tous les jeunes.

LE REJET DES « JEUNES À CAPUCHE »

Les discours de condamnation sont restés, mais l'effort d'explication de la crise identitaire a disparu. En témoigne l'épisode des sifflets au Stade de France, lors du match France-Tunisie, le 14 octobre. Lorsque Fadela Amara désigne « ces gens-là » comme des « voyous » pour parler des siffleurs, lorsque Bernard Laporte évoque la recherche d'un « public sain » pour éviter celui de banlieue, lorsque 80 % des Français se disent choqués, on mesure le rejet dont font l'objet les « jeunes à capuche ». Une coupure dramatique, puisqu'elle constitue le carburant principal des futures violences urbaines.

Le rapport à la politique et à la République constitue un troisième facteur majeur d'inquiétude. Signe d'une croyance renouvelée dans le politique, les émeutes de 2005 s'étaient en effet traduites par une vague d'inscriptions sur les listes électorales, puis par une participation très forte lors de la présidentielle. Mais ce mouvement n'a pas duré : la participation aux législatives (juin 2007) et aux municipales (mars 2008) s'est effondrée, traduisant le fait que, d'un point de vue politique, les banlieues sont revenues à la situation d'avant 2005.

Les carences du plan banlieue - qui ne parvient pas à compenser les diminutions de moyens dans l'éducation nationale - et l'incapacité des partis politiques à accepter en leur sein des représentants de la diversité ont douché les plus volontaires. Au-delà de l'effet de surprise, la nomination au gouvernement de Rachida Dati, Fadela Amara et Rama Yade n'a pas convaincu durablement. Pour les élites des quartiers, ces désignations relèvent toujours du « fait du prince » beaucoup plus que d'une évolution en profondeur des partis. Un constat renforcé par la vision d'un Barack Obama aux portes de la Maison Blanche : si ce dernier devait être élu, sa victoire serait perçue comme une nouvelle démonstration du décalage entre les idéaux républicains et la réalité des pratiques en France.

Dans ce contexte déprimé, la seule bonne nouvelle vient des grandes entreprises. Confrontées à un renouvellement de leurs effectifs avec le départ des générations du baby-boom, certaines d'entre elles puisent désormais sans complexe dans le vivier des diplômés de banlieue. La nouveauté est qu'elles ne se placent plus dans une approche morale, comme dans les années 1980 ou 1990, mais qu'elles assument leur vision opportuniste, purement économique. Ce changement d'attitude ne suffira pas à sortir les banlieues du marasme. Mais on peut y voir un signe, encourageant, de banalisation de ces territoires et de leurs habitants. Une goutte d'espoir dans un torrent de craintes.

:

Luc Bronner